

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 36.951/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 9 avril 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conventions entre l'État fédéral et les zones de police en matière de sécurité routière", a donné le 19 avril 2004 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et modifié par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"L'urgence se justifie au regard de la détermination du Gouvernement de considérablement diminuer le nombre de victimes sur nos routes. En effet, la Belgique réalise, comparativement aux autres pays européens, l'un des moins bons scores par rapport aux indicateurs de sécurité routière, et ce notamment en termes de moralité; il s'impose de réagir rapidement afin de rencontrer les objectifs que le Gouvernement s'est fixé dans le cadre des États-généraux pour la sécurité routière et de pouvoir s'aligner au maximum sur les États «modèles» en la matière. Pour rappel, la Belgique s'est engagée à réduire de 33 % le nombre de morts et de blessés sur ses routes d'ici 2006. C'est bien dans cette optique que la loi du 7 février 2003 portant diverses mesures en matière de sécurité routière a été adoptée par le Parlement (loi publiée au Moniteur Belge du 25 février 2003).

Afin de rencontrer les objectifs communs et du législateur et du Gouvernement en la matière, il s'impose de pouvoir mettre en vigueur les mesures votées dans un objectif de réduction de la mortalité sur nos routes, le plus rapidement possible.

La plupart des arrêtés royaux d'exécution des dispositions de la loi du 7 février ont été adoptés le 22 décembre 2003 et publiés le 31 décembre 2003. Ils sont entrés en vigueur le 1^{er} mars 2004. L'urgence se justifie donc également par la nécessité de mettre en oeuvre cet arrêté royal à un moment rapproché des autres arrêtés d'exécution de la loi.

Il est enfin souhaité que le dispositif puisse s'appliquer dès cette année 2004, ce qui nécessite une publication rapide permettant aux zones de police de préparer leurs conventions."

*

* *

Le Conseil d'État, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Le projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

.../...

Observations générales

1. Le projet soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État est une version modifiée de celui ayant donné lieu, le 16 avril 2003, à l'avis 35.343/4 sur un projet d'arrêté royal relatif aux conventions entre l'État fédéral et les zones de police en matière de sécurité routière.

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé sa compétence; il ne lui appartient dès lors plus de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, et ce, non seulement lorsqu'elles ont été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis, mais également - il convient d'y être attentif - lorsqu'elles demeurent inchangées.

2. Ayant été modifié sur des points essentiels (notamment la clé de répartition) par rapport à la version examinée dans l'avis 35.343/4 précité, les Régions auraient dû à nouveau être associées en vertu de l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Des pièces transmises au Conseil d'État, il n'apparaît pas que cette formalité ait été accomplie.

Observations particulières

Article 4

L'article 68*bis*, § 1^{er}, des lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, énonce que

"Les recettes des amendes pénales en matière de circulation routière, des ordres de paiement et des sommes dont le paiement éteint l'action publique, comme prévu par les présentes lois coordonnées, sont, conformément aux dispositions des présentes lois, en partie attribuées aux zones de police ... qui ont conclu une convention de sécurité routière avec le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Mobilité et des Transports."

L'article 68^{ter}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées précise :

"La part attribuée aux zones de police est le total des recettes visées à l'article 68^{bis}, § 1^{er}, diminuée du montant de ces recettes en 2002."

L'alinéa 3 de cet article habilite le Roi à déterminer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités selon lesquelles

"la part à partager parmi les zones de police (...), est fixée (...)."

L'alinéa 1^{er} doit être omis, en effet, la détermination des recettes que le texte entend viser figure déjà dans la loi.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.951/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 april 2004 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de overeenkomsten tussen de federale overheid en de politiezones inzake verkeersveiligheid", heeft op 19 april 2004 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en gewijzigd bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"L'urgence se justifie au regard de la détermination du Gouvernement de considérablement diminuer le nombre de victimes sur nos routes. En effet, La Belgique réalise, comparativement aux autres pays européens, l'un des moins bons scores par rapport aux indicateurs de sécurité routière, et ce notamment en termes de mortalité; il s'impose de réagir rapidement afin de rencontrer les objectifs que le Gouvernement s'est fixé dans le cadre des Etats-généraux pour la sécurité routière et de pouvoir s'aligner au maximum sur les Etats "modèles" en la matière. Pour rappel, la Belgique s'est engagée à réduire de 33 % le nombre de morts et de blessés sur ses routes d'ici 2006. C'est bien dans cette optique que la loi du 7 février 2003 portant diverses mesures en matière de sécurité routière a été adoptée par le Parlement (loi publiée au Moniteur Belge du 25 février 2003).

Afin de rencontrer les objectifs communs et du législateur et du Gouvernement en la matière, il s'impose de pouvoir mettre en vigueur les mesures votées dans un objectif de réduction de la mortalité sur nos routes, le plus rapidement possible.

La plupart des arrêtés royaux d'exécution des dispositions de la loi du 7 février ont été adoptés le 22 décembre 2003 et publiés le 31 décembre 2003. Ils sont entrés en vigueur le 1er mars 2004. L'urgence se justifie donc également par la nécessité de mettre en oeuvre cet arrêté royal à un moment rapproché des autres arrêtés d'exécution de la loi.

Il est enfin souhaité que le dispositif puisse s'appliquer dès cette année 2004, ce qui nécessite une publication rapide permettant aux zones de police de préparer leurs conventions."

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State beperkt de afdeling wetgeving van de Raad van State zich tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Het aldus onderzochte ontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Algemene opmerkingen

1. Het om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegde ontwerp is een gewijzigde versie van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de overeenkomsten tussen de federale overheid en de politiezones inzake verkeersveiligheid, waarover op 16 april 2003 advies 35.343/4 is gegeven.

Wanneer de afdeling wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze haar bevoegdheid opgebruikt; het komt haar derhalve niet meer toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen. Dat geldt niet alleen wanneer deze herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, maar ook - en daarop dient gelet te worden - wanneer ze ongewijzigd blijven.

2. Aangezien het ontwerp ten opzichte van de versie die in het genoemde advies 35.343/4 is onderzocht op fundamentele punten (onder meer de verdeelsleutel) is gewijzigd, hadden de gewesten opnieuw bij de uitwerking ervan betrokken moeten worden krachtens artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Uit de stukken die aan de Raad van State zijn overgezonden, blijkt niet dat dit vormvereiste is vervuld.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 4

Artikel 68bis, § 1, van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, bepaalt :

"De ontvangsten van de penale geldboeten inzake verkeer, van de bevelen tot betaling, en van de sommen tegen betaling met eventueel verval van strafvordering, zoals bedoeld in deze gecoördineerde wetten, worden, overeenkomstig de bepalingen van deze wetten, gedeeltelijk toegewezen aan de politiezones ... die een overeenkomst inzake verkeersveiligheid hebben gesloten met de minister van Binnenlandse Zaken en met de minister van Mobiliteit en Vervoer."

In artikel 68*ter*, eerste lid, van de gecoördineerde wetten wordt gepreciseerd :

"Het aan de politiezones toegewezen deel is het totaal van de ontvangsten bedoeld in artikel 68*bis*, § 1, verminderd met het bedrag van deze ontvangsten in 2002."

In het derde lid van dat artikel wordt de Koning gemachtigd om, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, nader te bepalen hoe

"het over de politiezones (...) te verdelen deel (wordt) vastgelegd."

Het eerste lid moet vervallen, aangezien het bepalen van de in de tekst bedoelde ontvangsten reeds in de wet staat.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS